



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

source photo : Inside African Closet



**COMMENT STIMULER LA PRODUCTION LOCALE ET
ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION DES ÉCONOMIES
EN AFRIQUE DE L'OUEST?**

LE DÉBAT DE WATHI

Avril-Juin 2018

Note introductive

COMMENT STIMULER LA PRODUCTION LOCALE ET ACCÉLÉRER LA DIVERSIFICATION DES ÉCONOMIES EN AFRIQUE DE L'OUEST?

1. Pourquoi ce thème ?

- **Parce que** les économies ouest-africaines devront créer beaucoup plus d'emplois qu'elles ne le font aujourd'hui pour faire face à l'accélération du nombre de jeunes qui arriveront sur le marché du travail au cours des prochaines années et décennies. Selon le **Population Reference Bureau**, il y a plus de 100 millions de jeunes dans la région, ce qui représente un tiers de la population totale, sachant que ce chiffre atteindra 218 millions d'ici 2050. Il y a **10 à 12 millions de jeunes** qui arrivent sur le marché du travail chaque année en Afrique. D'ici 2050, il devrait y en avoir 47 millions. Il faudra créer des emplois aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales où les activités économiques sont encore aujourd'hui peu diversifiées, peu productives et peu attractives pour les jeunes.
- **Parce que** les quinze pays de la CEDEAO ainsi que le Tchad, le Cameroun et la Mauritanie, qui constituent la zone de focalisation de WATHI, sont presque tous caractérisés par des performances économiques acceptables mais insuffisantes sur longue période pour réduire significativement les niveaux de pauvreté toujours très élevés et impulser les transformations nécessaires des structures économiques et sociales au bénéfice des populations. Du Nigeria à la Guinée, en passant par le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire ou le Ghana, la région compte des grands exportateurs de ressources minières, pétrolières et agricoles mais ces richesses n'ont pas été utilisées pour diversifier leurs bases économiques et améliorer le bien-être de la majorité de leurs populations.
- **Parce que** les pays ont besoin de créer de la richesse et de mobiliser beaucoup plus de ressources financières internes pour relever tous les défis majeurs qui se posent aux pays de la région ouest-africaine et au-delà, qu'il s'agisse de l'amélioration des systèmes d'éducation et de formation, des systèmes de santé, des politiques de protection sociale et de réduction des inégalités, du renforcement de la sécurité, de la stabilité politique et de la consolidation des institutions démocratiques. La production de richesses par les économies locales est cruciale aussi bien pour le bien-être des populations directement que pour la capacité d'action des Etats qui ont besoin d'accroître significativement leurs ressources fiscales.
- **Parce que** la croissance économique, pour être positive pour toutes les populations, pour être durable et qu'elle ait du sens pour les futures générations en préservant les ressources naturelles et l'environnement, doit impliquer une participation aussi large que possible des femmes et des hommes dans les processus de production et d'échanges

de biens et de services, et servir à maintenir les équilibres fondamentaux qui assurent la stabilité politique et sociale dans chaque pays. Au-delà des taux de croissance annuels du PIB, les pays de la région ont besoin d'examiner le fonctionnement réel de leurs économies aujourd'hui : qui produit quoi ? Où ? Comment ? Avec quelle intensité de création d'emplois qualifiés et non qualifiés et avec quelle répartition des profits entre acteurs nationaux et étrangers ?

- **Parce que** les questions économiques fondamentales sont à la fois essentielles et parmi les moins connues et maîtrisées par les citoyens des pays de la région, parce qu'elles sont souvent discutées dans les cercles d'experts, d'universitaires, d'acteurs du monde de l'entreprise et de la finance, alors que toutes les catégories sociales participent dans un pays à la création de richesses, dans les secteurs formels ou informels, et que seuls des citoyens mieux informés sur les enjeux et le fonctionnement de l'économie seront à même d'exiger de leurs gouvernants des mesures pour rectifier des politiques économiques qui ne profitent pas au plus grand nombre et creusent les inégalités.
- **Parce que** les pays africains sont tous intégrés dans la mondialisation des échanges, dans la recherche de sources de financement extérieures pour leur développement économique, et sont signataires d'accords internationaux de libre échange en plus des processus d'intégration régionale et continentale, et que le sentiment dominant au sein des populations est que cette ouverture au marché international ne favorise pas suffisamment l'émergence d'un secteur privé local fort et d'une dynamique de croissance portée par des acteurs nationaux et régionaux. Les échanges intra-africains aujourd'hui ne représentent que 16 % du commerce en Afrique. Le continent africain reste par ailleurs un acteur marginal dans le commerce mondial avec uniquement une part de 2,2% pour les exportations et 4% pour les importations.

Quels sont les principaux sujets à explorer ?

- Les secteurs clés des économies des pays de l'Afrique de l'Ouest
- Les secteurs qui portent la croissance des pays de la région au cours des dernières décennies
- Les secteurs qui créent le plus d'emplois dans les pays de la région
- La place du secteur privé local dans les secteurs stratégiques des économies de la région (énergie, télécommunications, infrastructures de transports)
- L'évolution du rôle des Etats dans les économies de la région et le rapport avec le secteur privé
- La contribution des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et celle des micro-entreprises à la croissance économique
- Les contraintes à la diversification des économies des pays de l'Afrique de l'Ouest

- Les politiques et les cadres existants pour favoriser les partenariats entre les entreprises locales et les entreprises étrangères
- La disponibilité de ressources humaines et de compétences managériales
- Les secteurs sous-exploités, notamment dans l'économie informelle, et les gisements d'emplois non valorisés dans les pays de la région
- L'entreprenariat des jeunes, les start-up et les modes de financements publics
- Le développement des échanges commerciaux intra-africains
- La présence et la contribution des entreprises à propriété étrangère dans les économies de la région
- L'exploitation des ressources pétrolières et minières dans la région et les contrats avec les entreprises multinationales
- Le rôle des femmes dans le secteur informel et la valorisation de leur contribution à la croissance de richesses et à la distribution des revenus
- L'économie numérique entre mythes, réalités et perspectives
- Les politiques économiques orientées vers le développement du secteur privé national
- Le financement des économies de la région : le rôle des banques, des autres institutions financières privées, publiques, régionales et internationales
- La mobilisation de l'épargne nationale et des diasporas pour le financement des économies
- Les politiques monétaires et les politiques de change dans la région et la stimulation de la production locale, y compris la question du franc CFA (Communauté financière africaine) dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine
- Les dynamiques d'intégration régionale par les infrastructures structurantes et des investissements intra-régionaux, et notamment le rôle du Nigeria dans l'espace économique régional.

3. Comment participer au débat ?

- Les contributions des experts des questions débattues sont bienvenues mais les observations, témoignages, points de vue et propositions de tous les citoyens le sont tout autant.
- Nous souhaitons recevoir en particulier des articles qui font référence à un ou des pays précis, s'appuient sur des exemples et qui font émerger des propositions de réforme.

- Vous pouvez soumettre des articles courts (500 à 1000 mots) ou plus longs (1500 à 2000 mots). La taille maximale des contributions est de 2000 mots. Les articles courts ont cependant plus de chances d'être sélectionnés et publiés par le WATHI. Tous les articles doivent être accessibles au grand public, structurés et soignés.
- Vous pouvez aussi envoyer des commentaires, observations et recommandations sans devoir rédiger un article structuré à l'adresse suivante infowathi@wathi.org. Les contributions les plus pertinentes seront publiées sur le site.
- Vous pouvez également nous faire part de vos expériences et de vos propositions de réforme en envoyant un court enregistrement audio ou vidéo.
- Nous vous invitons à accompagner la soumission de votre article ou de votre enregistrement audio/vidéo d'une biographie de 50 mots maximum et, de préférence, d'une de vos photos de très bonne qualité.

CONTACTS

www.wathi.org

Envoyez vos articles et contributions à l'adresse: infowathi@wathi.org

Le débat se passe aussi sur les comptes Facebook et Twitter de WATHI :

Lien vers Facebook : <http://on.fb.me/1L2kOSk>

Lien vers Twitter : https://twitter.com/WATHI_Africa

Lien vers LinkedIn : <http://bit.ly/2otcXHq>